LE GROUPE
NOUVEAU PARIS POPULAIRE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

19 OCTOBRE 2026

MOBILISATIONS : LE NOUVEAU PARIS POPULAIRE EXIGE DES RÉPONSES SOCIALES ET LA FIN DE LA RÉPRESSION

Le Nouveau Paris Populaire dénonce avec force une doctrine du maintien de l'ordre brutale et inefficace, marquée par trois semaines de violences policières intolérables.

Cette politique de la matraque, que le préfet de police applique à Paris, met en danger les manifestant·es et piétine le droit constitutionnel de manifester.
Elle expose aussi les forces de l'ordre, entraînées dans une logique d'affrontement au détriment de leur mission première : la sécurité de la population.
Enfin, elle échoue à garantir la tranquillité publique. **Pendant que les cortèges pacifiques sont chargés, les commerces ne sont pas protégés.**

Le gouvernement en porte l'entière responsabilité.

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé cette stratégie de pourrissement du mouvement social menée par le gouvernement. À Paris, Emmanuel Grégoire a dénoncé lui aussi une « forme de pourrissement de ce mouvement social organisé par le gouvernement ».

Pourtant, la mobilisation populaire ne faiblit pas : les manifestations de la jeunesse, rejoints par les travailleurs, comme celles de ce samedi, ont été massives et pacifiques.
Comme l'a toujours rappelé Jean-Luc Mélenchon, nous sommes indéfectiblement attachés à la non-violence. Il faut une réponse politique à des revendications politiques !

Plutôt que d'attiser les tensions et de sommer les Français·es de « choisir leur camp », comme l'a fait le Premier ministre, **le pouvoir doit cesser le pourrissement et répondre d'urgence aux besoins sociaux :**

- **Blocage immédiat des prix face à la vie chère.**
- **Suppression de Parcoursup et 10 milliards d'euros supplémentaires pour l'éducation.**
- **Indemnisation publique rapide des commerçant·es et artisan·es qui ont tout perdu.**

À Paris, sans attendre l'État, nous demandons à la Ville la création immédiate d'un fonds d'urgence pour les commerçant·es et artisan·es sinistré·es. Nous porterons cette demande au prochain Conseil de Paris.

Nous apportons notre total soutien aux manifestant·es blessé·es et notre pleine solidarité avec toutes celles et tous ceux qui ont perdu leur outil de travail.